

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du 6 novembre 2009
prescrivant à la société BOLLORE ENERGIE
la mise en place d'événements sur ses bacs d'hydrocarbures

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er}, et notamment son article L 512-3,
- VU** l'arrêté préfectoral du 1er avril 2008, codifiant l'ensemble des prescriptions relatives à la société BOLLORE ENERGIE,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- VU** la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits " Seveso ", visés par l'arrêté du 10 mai 2000,
- VU** la circulaire ministérielle du 23 juillet 2007 relative à l'évaluation des risques et des distances d'effets autour des dépôts de liquides inflammables et des dépôts de gaz inflammables liquéfiés,
- VU** l'étude des dangers de septembre 2003, relative aux installations de la société BOLLORE ENERGIE situées au port aux pétroles de Strasbourg, 23 rue de Rouen,
- VU** le rapport du 27 août 2009 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 7 octobre 2009,

CONSIDERANT que la société BOLLORE ENERGIE, établissement classé SEVESO seuil haut, exploite des installations visées par la liste prévue au IV de l'article L515-8 du Code de l'Environnement, et qu'à ce titre, elle est soumise à l'établissement d'un plan de prévention des risques technologiques, en application de l'article L515-15 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que les bacs d'hydrocarbures à toit fixe exploités par la société BOLLORE ENERGIE ne comportent pas de dispositifs capables d'éviter le phénomène de pressurisation de bac lié à un incendie de la cuvette,

CONSIDERANT que les effets générés par un phénomène de pressurisation sont susceptibles d'avoir des effets à l'extérieur du site et peuvent conduire à des accidents majeurs,

CONSIDERANT qu'il convient que l'exploitant écarte le risque de pressurisation des bacs par la mise en place d'évents sur les réservoirs, dimensionnés conformément aux dispositions de la circulaire du 23 juillet 2007,

CONSIDERANT que la mise en place d'évents conformément à la circulaire du 23 juillet 2007 rend le phénomène de pressurisation des bacs physiquement impossible,

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRETE

Article 1 - Champ d'application

La société BOLLORE ENERGIE située 23 rue de Rouen au Port aux Pétroles à Strasbourg est tenue de se conformer aux dispositions suivantes :

Article 2 - Prévention de la pressurisation d'un bac pris dans un incendie

L'arrêté préfectoral susvisé du 1avril 2008 est complété par l'article suivant:

Article 18.4 - PRÉVENTION DE LA PRESSURISATION D'UN BAC PRIS DANS UN INCENDIE :

La société BOLLORE ENERGIE procède à la mise en place d'évents de taille suffisamment dimensionnée au regard de la circulaire du 23 juillet 2007 relative à l'évaluation des risques et distances d'effets autour des dépôts de liquides inflammables sur les bacs 1,2,3,4 lors de la prochaine visite décennale de ces bacs, soit en 2009 pour le bac 1, 2016 pour le bac 2, 2013 pour les bacs 3 et 4. La société BOLLORE ENERGIE justifiera le dimensionnement des événements mis en place. Les documents seront transmis à la DRIRE.

Article 3 - PUBLICITÉ

Conformément à l'article R512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 4 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société BOLLORE ENERGIE.

Article 5 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 - SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 7 – EXÉCUTION - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- la Sous-Préfète, Secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement chef-lieu, et de la Politique de la ville,
- le Maire de STRASBOURG,
- le Directeur de la sécurité publique,
- les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société BOLLORE ENERGIE.

Le Préfet,

Délais et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.